Résolution du Bureau national du Parti socialiste

Mardi 19 décembre 2017

Au terme de 52 jours de négociations depuis sa victoire aux élections législatives d'octobre dernier, le parti conservateur autrichien (ÖVP) a conclu un accord gouvernement avec le parti de la droite radicale et populiste (FPÖ). Le parti d'extrême droite obtient six ministères dont les fonctions régaliennes de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Après la Hongrie et la Pologne, l'Autriche sombre à nouveau du côté du nationalisme.

Le Parti socialiste réitère sa condamnation de cette coalition gouvernementale avec d'autant plus de fermeté que les réactions nationales et européennes sont, jusqu'ici, d'une coupable faiblesse. En 2000, lorsque le FPÖ avait fait son entrée au gouvernement pour la première fois, de nombreux Etats membres de l'Union et l'Union européenne elle-même s'étaient indignés et avaient décidé à de sanctions. En France, le Premier ministre d'alors, Lionel Jospin, avait su prendre la tête d'un vaste mouvement européen. Aujourd'hui, le silence est assourdissant.

Alors que l'Autriche doit présider le Conseil européen en juillet 2018, le Parti socialiste appelle solennellement le président de la République à porter la voix de la France en adressant un message de condamnation et de refus. Tout le justifie, les valeurs de la République française, la montée du nationalisme xénophobe sur le continent, ainsi que les conditions de l'élection présidentielle en France au printemps dernier. La France et les démocraties européennes ne peuvent accepter qu'une coalition gouvernementale accueillant en son sein la négation des principes et des valeurs de liberté et de tolérance puisse prétendre incarner l'Union dans les mois à venir. La France doit, dès à présent, être à l'avant-garde d'une initiative destinée à faire renoncer l'Autriche à assumer cette charge. Tous les moyens diplomatiques et institutionnels doivent être mobilisés à cet égard.

Pour les socialistes, et tous ceux qui se revendiquent socialistes dans l'Union, à l'heure où l'humanisme européen est confronté à l'offensive du nationalisme et du repli, à l'heure où les atteintes caractérisées aux libertés publiques se multiplient, il n'est pas d'autre choix que l'action. Une nouvelle fois, nous plaidons pour la mise en œuvre d'un mécanisme européen de respect des droits fondamentaux. La lutte contre l'extrême droite et son idéologie funeste doit demeurer une cause pour tous les progressistes partout sur le continent.